

Le centre-ville, grande cause nationale 2018 ?

Par [Matthieu Guinebault](#)  - 11 septembre 2017

Patrick Vignal, député de la République en marche de l'Hérault et président de l'association Centre-Ville en Mouvement, a adressé au président de la République et au Premier ministre une lettre ouverte appelant à faire du centre-ville, victime notamment de désertification commerciale, une grande cause nationale en 2018. L'élu formule plusieurs propositions, clamant que « les villes doivent renaître de leurs centres ».



Patrick Vignal avec Emmanuel Macron en juin 2016 - AFP

Pour le député, certaines villes de 40 000 habitants deviennent ainsi des « mouroirs » après 19h. Le baromètre 2017 de la perception des centres-villes montre qu'un tiers des Français estiment que leur centre-ville est en déclin et un autre tiers qu'il n'évolue pas. Et se multiplient depuis plusieurs années les cris d'alarme des professionnels du commerce face à la désertification commerciale des villes petites et moyennes.

Encadrer la vie commerciale

L'Association formule plusieurs propositions pour remédier aux différents problèmes. A commencer par la mise en place d'une moratoire d'une an sur l'extension des zones commerciales périphériques. Celui-ci doit permettre de réfléchir à la régulation des parcs commerciaux, ou « retail parks », et de déterminer quel échelon territorial devrait avoir un droit de regard sur l'établissement ces commerces, largement pointés du doigt pour avoir vidé les cœurs de ville de leurs commerces indépendants.

Est également proposé d'associer les régions à ces enjeux locaux, avec la nomination de « super managers » régionaux intégrés, faisant le lien entre Conseil régional et responsables de commerces et centres-villes. En parallèle seraient développées des sociétés d'économie mixte (SEM) chargées de soutenir les actions en faveur de centres-villes touchés. Tandis que les collectivités locales seront incitées à se regrouper autour des Conseils régionaux pour développer des plans d'équilibres commerciaux.

Parmi les autres mesures proposées figurent la reconnaissance et l'encadrement des managers de centre-ville, l'instauration de zones franches dans les cœurs de ville en déclin, l'élaboration d'une réflexion sur le dernier kilomètre pour optimiser les livraisons (qui représenteraient 32 % de la circulation des centres), la mise à profit de l'attractivité des marchés non-sédentaires pour transformer les halles en lieu de rendez-vous autres ou encore l'instauration d'échanges avec les professionnels et élus européens sur les meilleures pratiques et réussites en termes de dynamisation de centres-villes.

Des chiffres alarmants et encourageants

Comme le rapportait FashionNetwork.com en février dernier, le taux de vacance commercial moyen dans les centres-villes français tutoie désormais le cap critique des 10 %, selon la Fédération du commerce associé, Procos. Les villes moyennes de 35 000 à 70 000 habitants sont les plus touchées, devançant de peu les villes plus grandes, dont la population est comprise entre 70 000 à 240 000 habitants. « 50 % de ces villes moyennes connaissent un taux de vacance inquiétant à plus de 10 %. Ce taux dépasse même les 15 % pour un centre-ville sur cinq, pointe Procos. Les performances des enseignes nationales sont, en moyenne, assez faibles, 20 % en deçà de leur niveau moyen de chiffre d'affaires en France. »

Si l'attachement des Français aux centres-villes reste fort (59 % se disent être plutôt ou très attachés), le taux a reculé de quatre points sur la seule année écoulée, selon le dernier Baromètre. Quelque 78 % des Français souhaiteraient être consultés et/ou associés à la construction des centres-villes de demain. Et si les centres-villes sont loués pour leur facilité d'accès (41 %) et leur convivialité (35 %), 83 % des visiteurs déclarent essayer de privilégier le commerce local et 24 % déclarent fréquenter davantage les commerces de centre-ville que par le passé (+4 points).

Quant à savoir ce qui donnerait plus envie de se rendre dans les centres-villes, 41 % des Français interrogés répondent que l'ouverture à l'heure du déjeuner en semaine serait un plus. Et 32 % évoquent des ouvertures le dimanche matin (26 % pour toute la journée). Ils sont par ailleurs 27 % à souhaiter des ouvertures tard le soir une fois par semaine et 25 % des ouvertures jusqu'à 21-22h tous les soirs de la semaine.

Pour rappel, la Direction générale des entreprises dévoilait en juillet un recueil des stratégies et témoignages de 89 villes européennes (hors France métropolitaine) dans le domaine de la dynamisation de centres-villes.

Par Matthieu Guinebault 

*Tous droits de reproduction et de représentation réservés.
© 2017 FashionNetwork.com*

Centre-ville : un "carnet de santé" attendu pour janvier

Par [Matthieu Guinebault](#) - 13 décembre 2017

Quelque 80 élus, spécialistes en urbanisme ou encore experts du commerce du centre-ville ont été auditionnés en novembre par l'Assemblée nationale. Des échanges aujourd'hui dévoilés par l'association Centre-Ville en Mouvement, qui entend formuler un « Carnet de Santé » des centres-villes français pour la mi-janvier.



Patrick Vignal lors de la conférence de presse du 7 décembre - Centre-Ville en Mouvement

Alors qu'il y a quelques jours l'Assemblée nationale votait, malgré l'opposition du gouvernement, un amendement visant à soutenir les commerces de centre-ville, l'association Centre-Ville en Mouvement tenait le 7 décembre à Montrouge une conférence de presse portant sur les premiers constats effectués à l'occasion de la consultation nationale. Des échanges qui sont librement consultables sur un site dédié à la lutte pour la sauvegarde des centres-villes.

« Les centres-villes disposent déjà de multiples ressources que le politique, peu importe sa sensibilité, doit aller chercher à bout de bras, pour Patrick Vignal, président de l'association et député LREM, qui confiait récemment sa vision des enjeux à FashionNetwork.com. L'Etat a un rôle à jouer pour impulser un mouvement. Laisser nos centres-villes disparaître reviendrait à porter une lourde responsabilité dans la crise économique et démocratique actuelle. »

Parmi les entretiens dont sont proposés des condensés, des prises de parole à l'Assemblée nationale des représentants des agglomérations de Caen, Guise, Malakoff, Le Plessis-Robinson, Rodez, Poissy. A ceux-ci s'ajoutent nombre d'organismes professionnels, dont les Fédération Française de la Franchise, Fédération de la vente à distance (Fevad), Fédération des Marchés de France, Institut des Territoires ou Saveurs Commerce. Sans oublier des spécialistes parmi lesquels Soliha, Semaest, Dédale, Babylone, Urbanis.

« Mi-janvier, nous connaissons les personnalités qui souhaitent s'engager pour le centre-ville », prévient Centre-Ville en Mouvement qui, dès la rentrée, indiquait vouloir faire de la sauvegarde et redynamisation des centres-villes une Grande Cause Nationale 2018.



Pour parler de la survie des centres-villes a été adoptée une imagerie très médicale - Centre-Ville en Mouvement

Alors qu'il était de 7,2 % en 2012, le taux moyen de vacance commerciale dans les centres-villes français a atteint les 9,5 % en 2015, annonçait en janvier dernier la Fédération du commerce associé Procos. Plus alarmant encore : près de la moitié des villes avaient dépassé le cap critique des 10 %, principalement dans les villes petites et moyennes.

Un enjeu sur lequel se sont exprimés William Koeberlé, président du Conseil du Commerce de France et 1er vice-président de la Commission de concertation du commerce (ou 3C), Gontran Thüring, délégué général du Conseil National des Centres Commerciaux (CNCC), ou encore le spécialiste de l'accompagnement des marques et le développement réseau Chris Igwe (Moreorless) dans l'édition premium de FashionNetwork.com.

Par Matthieu Guinebault

<http://fr.fashionnetwork.com/news/Centre-ville-un-carnet-de-sante-attendu-pour-janvier,900281.html#.WjKX91Xibcs>

Patrick Vignal (Député) : "Une majorité de centres-villes sont devenus des mouiroirs"

Par [Matthieu Guinebault](#) - 10 octobre 2017

Président de l'association d'élus Centre-Ville en Mouvement, le Député En Marche Patrick Vignal lançait il y a quelques semaines son appel à faire de la revitalisation des centres-villes une Grande Cause Nationale 2018. Appelant notamment à l'encadrement accru du commerce de périphérie, prenant pour cible Amazon, et appelant à la mise à disposition de chômeurs de longue durée, l' élu explique sa démarche



(interview à lire dans son intégralité sur FashionNetwork Premium).

Patrick Vignal - ReutersFashionNetwork.com : Votre projet repose notamment sur l'encadrement du commerce de périphérie. Pour quelle raison ?

Patrick Vignal : On a une France de 36 000 communes dont on est fier, tout comme de leur centre-ville. Or, aujourd'hui, une majorité de centres-villes sont devenus des mouiroirs. Surtout dans ma région : Béziers, Perpignan, Agde, Narbonne, Lodève, Lunel... Même Montpellier a 17 % de vacance. Depuis trente ans, que ce soit la gauche ou la droite au pouvoir, personne ne s'est occupé des centres-villes. Parce que cela ne rapportait pas politiquement. Et on a laissé cela au Front national qui, lui, arrive dans les centres en disant : "on s'occupe de vous, on nettoie, on met des caméras"... Il y a vraiment aujourd'hui un plan Marshall à mettre en place pour redonner aux cœurs de villes, qui sont l'âme de la démocratie, la place centrale qu'ils méritent. Et pour cela, il faut que l'on arrête de construire en périphérie des centres commerciaux, qui sont souvent hideux, tout en structures métalliques. En 2016, il y a eu hausse de 22 % des accords d'ouverture donnés au commerce, dont 90 % en périphérie. Je demande donc un moratoire d'un an minimum, pour que l'on puisse faire des constatations et travailler sur les vraies causes du problème. Le problème n'est pas la périphérie, mais celle-ci a aussi une part de responsabilité.

FNW : Les professionnels de l'immobilier commercial s'opposent à l'idée d'un moratoire national sur des questions locales. Que leur répondez-vous ?

PV : J'ai vu que les professionnels du commerce sont un peu chauds et j'ai bien l'intention d'échanger avec eux. Quand on fait un projet de loi, il tient aussi compte des problématiques territoriales. Et j'ai tellement d'exemples de villes devenues des mouiroirs, et pas seulement dans le Sud... Ce que je demande aux représentants du secteur, et c'est une affaire de responsabilité

collective, c'est que l'on mène cette réflexion sur un an. La désertification des centres-villes n'est pas qu'un problème de commerce. Le commerce, c'est 25 % du problème. La vraie question est de savoir comment faire revenir des habitants, notamment des couches moyennes et supérieures. D'où, premièrement, cette volonté d'un moratoire. Et, deuxièmement, que les Bâtiments de France cessent d'imposer des normes qui font que personne n'a envie d'investir dans les centres-villes. Troisièmement, il faut inventer une nouvelle fiscalité en fonction du territoire. Et là je peux rejoindre les professionnels de l'immobilier commercial. Le quatrième point, c'est la sécurité, avec notamment l'ajout de caméras.

FNW : Quel rôle voyez-vous pour les managers de centre-ville, qui sont au cœur de vos propositions ?

PV : Pour l'heure, le problème des managers de centre-ville est qu'ils sont payés par les villes. C'est le maire qui commande. Et s'il n'a pas du tout de vision ou d'envie de rénover son centre-ville, le manager est tout bonnement coincé. Il faut que l'Etat s'investisse. Je fais donc appel à Emmanuel Macron, qui s'y est engagé, à créer une Agence pour les villes, qui fournira l'ingénierie nécessaire aux collectivités, à qui l'on doit bien cela, puisqu'on les a asséchées récemment avec les dotations. Si l'on veut retrouver la confiance des maires, après une loi limitant leur rôle aux inaugurations et chrysanthèmes, il faut leur redonner cette place centrale. Le rôle de manager doit reposer sur un vrai diplôme. Et que l'on soit capable de mettre autour de la table mairie, agglomération ou département, selon les cas. A ce moment-là, le manager aurait une demande précise. Que ce soit sur le commerce de périphérie, le petit commerce ou les professions libérales. Encourageons nos amis du commerce. Leur objectif est de faire de l'argent, ce qui ne me dérange pas, du moment qu'ils paient des impôts. Parce qu'au final, moi, je veux que l'on fasse concurrence à Amazon.

FNW : L'e-commerce est le premier adversaire du centre-ville ?

PV : Amazon, c'est 100 millions de dollars avec 14 salariés. On va

se laisser longtemps enfler comme ça par des gens qui ne paient pas d'impôts en France ? A nous d'être créatifs, de bâtir la ville connectée. Il faut que nos commerçants se bougent en se connectant. Sur les commandes Amazon, on se rend compte que dans un rayon de 10 kilomètres autour du client, il y a le produit recherché. Nous devons donc être inventifs et faire en sorte que le commerçant se prenne en main. Il y a un vrai débat collectif à avoir.

<http://fr.fashionnetwork.com/news/Patrick-Vignal-Une-majorite-de-centres-villes-sont-devenus-des-mouroirs-,878237.html#.WdzojFS0OM8>

Newsletters



Découvrez nos newsletters internationales
Consulter la dernière newsletter

Accueil > Actualité > Business > Le centre-ville, grande cause nationale 2018 ?



★ Le centre-ville, grande cause nationale 2018 ?

Par [Matthieu Guinebault](#) - 11 septembre 2017

🔍 | 🔍 | 📄

Patrick Vignal, député de la République en marche de l'Hérault et président de l'association Centre-Ville en Mouvement, a adressé au président de la République et au Premier ministre une lettre ouverte appelant à faire du centre-ville, victime notamment de désertification commerciale, une grande cause nationale en 2018. L'élu formule plusieurs propositions, clamant que « les villes doivent renaître de leurs centres ».



Patrick Vignal avec Emmanuel Macron en juin 2016 - AFP

Pour le député, certaines villes de 40 000 habitants deviennent ainsi des « mouiroirs » après 19h. Le baromètre 2017 de la perception des centres-villes montre qu'un tiers des Français estiment que leur centre-ville est en déclin et un autre tiers qu'il n'évolue pas. Et se multiplient depuis plusieurs années les cris d'alarme des professionnels du commerce face à la désertification commerciale des villes petites et moyennes.

Encadrer la vie commerciale

L'Association formule plusieurs propositions pour remédier aux différents problèmes. A commencer par la mise en place d'une moratoire d'un an sur l'extension des zones commerciales périphériques. Celui-ci doit permettre de réfléchir à la régulation des parcs commerciaux, ou « retail parks », et de déterminer quel échelon territorial devrait avoir un droit de regard sur l'établissement ces commerces, largement pointés du doigt pour avoir vidé les cœurs de ville de leurs commerces indépendants.

Est également proposé d'associer les régions à ces enjeux locaux, avec la nomination de « super managers » régionaux intégrés, faisant le lien entre Conseil régional et responsables de commerces et centres-villes. En parallèle seraient développées des sociétés d'économie mixte (SEM) chargées de soutenir les actions en faveur de centres-villes touchés. Tandis que les collectivités locales seront incitées à se regrouper autour des Conseils régionaux pour développer des plans d'équilibres commerciaux.

Parmi les autres mesures proposées figurent la reconnaissance et l'encadrement des managers de centre-ville, l'instauration de zones franches dans les cœurs de ville en déclin, l'élaboration d'une réflexion sur le dernier kilomètre pour optimiser les livraisons (qui représenteraient 32 % de la circulation des centres), la mise à profit de l'attractivité des marchés non-sédentaires pour transformer les halles en lieu de rendez-vous autres ou encore l'instauration d'échanges avec les professionnels et élus européens sur les meilleures pratiques et réussites en termes de dynamisation de centres-villes.

Des chiffres alarmants et encourageants

Comme le rapportait FashionNetwork.com en février dernier, le taux de vacance commerciale moyen dans les centres-villes français tutoie désormais le cap critique des 10 %, selon la Fédération du commerce associé, Procos. Les villes moyennes de 35 000 à 70 000 habitants sont les plus touchées, devançant de peu les villes plus grandes, dont la population est comprise entre 70 000 à 240 000 habitants. « 50 % de ces villes moyennes connaissent un taux de vacance inquiétant à plus de 10 %. Ce taux dépasse même les 15 % pour un centre-ville sur cinq, pointe Procos. Les performances des enseignes nationales sont, en moyenne, assez faibles, 20 % en deçà de leur niveau moyen de chiffre d'affaires en France. »

Si l'attachement des Français aux centres-villes reste fort (59 % se disent être plutôt ou très attachés), le taux a reculé de quatre points sur la seule année écoulée, selon le dernier Baromètre. Quelque 78 % des Français souhaiteraient être consultés et/ou associés à la construction des centres-villes de demain. Et si les centres-villes sont loués pour leur facilité d'accès (41 %) et leur convivialité (35 %), 83 % des visiteurs déclarent essayer de privilégier le commerce local et 24 % déclarent fréquenter davantage les commerces de centre-ville que par le passé (+4 points).

Quant à savoir ce qui donnerait plus envie de se rendre dans les centres-villes, 41 % des Français interrogés répondent que l'ouverture à l'heure du déjeuner en semaine serait un plus. Et 32 % évoquent des ouvertures le dimanche matin (26 % pour toute la journée). Ils sont par ailleurs 27 % à souhaiter des ouvertures tard le soir une fois par semaine et 25 % des ouvertures jusqu'à 21-22h tous les soirs de la semaine.

Pour rappel, la Direction générale des entreprises dévoilait en juillet un recueil des stratégies et témoignages de 89 villes européennes (hors France métropolitaine) dans le domaine de la dynamisation de centres-villes.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés.
© 2017 FashionNetwork.com

ACTUALITÉ



★ Hunter : des ventes en repli en 2016 à cause (notamment) de

02/10/17



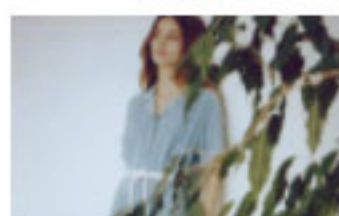
Mitchell & Ness affiche son renouveau en pop-up au Citadium

02/10/17



★ Hema : le fonds propriétaire étudie une possible vente

02/10/17



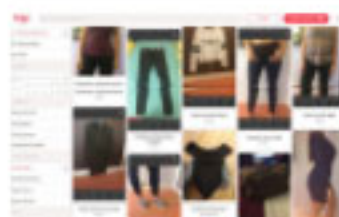
Editions M.R s'essaie à la mode féminine

03/10/17



Logistique : GLP rachète l'Européen Gazeley 2,4 milliards d'euros

03/10/17



★ Seconde main : l'Américain LetGo lève 100 millions de dollars

03/10/17



★ E-commerce : les bons résultats des marques de distributeur

03/10/17



Montages fiscaux : l'UE s'apprête à trancher le cas Amazon

03/10/17



Cosmoparis se lance en commission-affiliation

03/04



Amazon doit payer 250 millions d'euros estime la Commission

12/10

VOIR PLUS DE NEWS

Centre-ville : quelles mesures pour relancer l'attractivité ?

Par Matthieu Guinebault - 25 septembre 2017

Patrick Vignal, député de la République en marche de l'Hérault et président de l'association Centre-Ville en Mouvement, a adressé au président de la République et au Premier ministre une lettre ouverte appelant à faire du centre-ville, victime notamment de désertification commerciale, une grande cause nationale en 2018. L'élu formule plusieurs propositions, clamant que « les villes doivent renaître de leurs centres » (lire sur FashionNetwork Premium « Le centre-ville, grande cause nationale 2018 ? »).



L'Association formule plusieurs propositions pour remédier aux différents problèmes. A commencer par la mise en place d'un moratoire d'un an sur l'extension des zones commerciales périphériques. Celui-ci doit permettre de réfléchir à la régulation

des parcs commerciaux, ou « retail parks », et de déterminer quel échelon territorial devrait avoir un droit de regard sur l'établissement de ces commerces, largement pointés du doigt pour avoir vidé les cœurs de ville de leurs commerces indépendants.

Est également proposé d'associer les régions à ces enjeux locaux, avec la nomination de « super managers » régionaux intégrés, faisant le lien entre Conseil régional et responsables de commerces et centres-villes. En parallèle seraient développées des sociétés d'économie mixte (SEM) chargées de soutenir les actions en faveur de centres-villes touchés. Tandis que les collectivités locales seront incitées à se regrouper autour des Conseils régionaux pour développer des plans d'équilibres commerciaux.

Parmi les autres mesures proposées figurent la reconnaissance et l'encadrement des managers de centre-ville, l'instauration de zones franches dans les cœurs de ville en déclin, l'élaboration d'une réflexion sur le dernier kilomètre pour optimiser les livraisons (qui représenteraient 32 % de la circulation des centres), la mise à profit de l'attractivité des marchés non-sédentaires pour transformer les halles en lieu de rendez-vous autres ou encore l'instauration d'échanges avec les professionnels et élus européens sur les meilleures pratiques et réussites en termes de dynamisation de centres-villes.

*Tous droits de reproduction et de représentation réservés.
© 2017 FashionNetwork.com*

http://fr.fashionnetwork.com/news/Centre-ville-quelles-mesures-pour-relancer-l-attractivite-,868136.html#.Wcn_UFS00M8